

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 3 AVRIL 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2015  
(PICARDIE)

NOR : ASET1550546M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :

La FFB de Picardie ;

La fédération Nord des SCOP du BTP ;

L'UR CAPEB de Picardie,

D'une part, et

L'UR FO Picardie ;

L'UR CFDT Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

## Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Base 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
<b>Niveau I</b> Ouvriers d'exécution : – position 1 – position 2	150 170	1 457,55 1 469,68	9,61 9,69
<b>Niveau II</b> Ouvriers professionnels	185	1 509,12	9,95
<b>Niveau III</b> Compagnons professionnels : – position 1 – position 2	210 230	1 580,40 1 697,19	10,42 11,19
<b>Niveau IV</b> Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe : – position 1 – position 2	250 270	1 813,97 1 935,31	11,96 12,76

## Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1<sup>er</sup> avril 2015, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

## Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 3 avril 2015.

(Suivent les signatures.)